

Royaume-Uni ont diminué, spécialement les importations de textiles et d'automobiles. Le déficit moindre sur les invisibles vient spécialement de quelques gros paiements de défense non périodiques pour services reçus en 1953.

Le surplus vis-à-vis des pays de l'Organisation de coopération économique européenne a été inférieur à celui de n'importe quelle année d'après-guerre et celui vis-à-vis d'autres pays de la zone sterling a été environ la moitié de celui de l'année précédente; le surplus vis-à-vis du groupe restant des autres pays a presque disparu en 1954. Les exportations sur chacun de ces groupes de pays ont diminué en 1954. Une diminution considérable des exportations de blé en a été la cause principale mais les exportations de véhicules y ont aussi contribué. Les exportations de quelques matériaux industriels ont été plus élevées, cependant, en particulier vers l'ouest de l'Europe. Contrairement à la diminution des exportations, les importations venant de ces régions se sont bien maintenues ou ont augmenté. Une augmentation en flèche du déficit au compte des invisibles avec les pays de l'ouest de l'Europe découle premièrement d'une augmentation des paiements pour transport-marchandises et fret.

**Mouvements de capitaux.**—L'entrée de capitaux placés à long terme, qui a été un trait marquant du compte de capital du Canada ces récentes années, est en rapport étroit avec le financement de l'expansion canadienne. Beaucoup de ces entrées de capitaux vont à la mise en valeur directe des ressources canadiennes par des sociétés non résidentes. Quelques-unes ont pris la forme d'emprunts canadiens aux États-Unis au moyen de nouvelles émissions de valeurs canadiennes, alors que d'autres sont venues du commerce international des valeurs et autres moyens. Quoique dans certains secteurs d'expansion, les entrées de capitaux aient été la principale source de financement, ce n'est pas le cas pour tous les genres de nouveaux placements au Canada. En conséquence, le capital étranger n'a été qu'un contributeur secondaire aux investissements totaux au Canada quoique dans quelques sphères de l'expansion industrielle il ait fourni une contribution relativement importante.

Le trait caractéristique des mouvements de capitaux en 1954 a été de nouveau la prédominance des entrées à long terme, et les entrées de placements directs ont représenté encore une fois le plus gros groupe d'entrées nettes. Cependant, le total des entrées pour placements directs, soit 392 millions de dollars ont été moindre que celui de 426 millions l'année précédente, contrairement à la tendance à la hausse qui a persisté jusqu'en 1953. Les entrées de nouveaux capitaux aux fins de placements directs dans l'industrie du pétrole ont continué à augmenter pour s'établir au nouveau sommet de 177 millions mais des diminutions sont intervenues au compte des placements directs dans les autres industries minières et dans la fabrication. Le capital américain a représenté environ les trois quarts des entrées nettes en 1954 mais il a représenté une proportion moindre du total des entrées aux fins de placements directs qu'au cours des années précédentes. Les entrées venant du Royaume-Uni au montant de 75 millions de dollars ont atteint un nouveau sommet mais celles des autres pays ont été inférieures à celles de 1953.

L'entrée nette de capitaux pour placement à long terme par suite de la vente de nouvelles émissions de valeurs canadiennes à l'étranger s'est élevée à 128 millions en 1954, un peu moins qu'en 1953. Les ventes de nouvelles émissions (331 millions) ont été légèrement inférieures à celles de 1953 mais les retraits (203 millions) ont été considérablement plus élevés. Les nouvelles émissions ont eu lieu au cours des premiers mois de l'année et le volume a diminué lorsque la marge entre le taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis a baissé.

Pour la première fois depuis 1951, le commerce des valeurs canadiennes en cours a amené une entrée de capital de 63 millions de dollars en 1954, le résultat de mouvements de capitaux très divergents. Les Canadiens ont racheté des obligations du gouvernement spécialement des États-Unis mais ils ont vendu des obligations et des actions de sociétés aux États-Unis, au Royaume-Uni et à d'autres pays. Bien que le volume des rapatriements fût beaucoup plus élevé qu'en 1953, il y a eu un accroissement marqué des ventes de valeurs des sociétés canadiennes à des non-résidents. Cela comprend les ventes nettes de 121 millions d'actions des sociétés canadiennes. Ce qui a contribué à cet état de chose ce fut un changement des dispositions administratives aux États-Unis qui a facilité la formation au Canada de sociétés de placements à direction diversifiée présentant aux investisseurs américains d'importants avantages au point de vue des impôts.